



Sauver l'Europe : pour la Jeunesse et le Progrès Résolution adoptée par le Conseil du PSE à Prague le 3 décembre 2016

1. Sauver l'Europe

L'Union européenne (UE) est l'une de nos **plus importantes réalisations**. Elle a permis à notre continent de devenir l'un des exemples les plus éloquents de coopération internationale, de paix, de stabilité et de solidarité au bénéfice des Européens. En mars 2017, nous célébrerons le 60^{ème} anniversaire du Traité de Rome, point de départ de ce voyage historique.

Pourtant, cette magnifique réalisation est **menacée**. L'Union européenne, en tant que communauté de pays, de peuples et de politiques communes, est contestée. Les valeurs sur lesquelles elle repose sont remises en question : **la solidarité, la coopération, la cohésion, la diversité et l'égalité**, y compris **l'égalité des sexes**. Ce sont la perspective d'un emploi **sûr et satisfaisant** pour tous et la garantie que les **enfants auront une vie meilleure que leurs parents** qui sont menacées. Sont ébranlés non seulement la notion d'État de droit, le sens des responsabilités mutuelles, les règles d'une coopération respectueuse, la prise en compte de la diversité et les objectifs d'inclusion, mais également la vision de **sociétés harmonieuses, multiculturelles et égalitaires**.

Ces changements sont la conséquence d'années de politiques néolibérales et conservatrices à travers l'Europe. Ces années de mesures d'austérité malavisées, d'inégalités croissantes et d'insécurité ont fourni un terrain fertile au désespoir. Confrontés à un contexte international d'insécurité et à un environnement mondial en plein changement, les citoyens expriment leurs inquiétudes, en quête de stabilité et de protection.

Aujourd'hui, les populistes profitent de cette situation pour répandre leurs mensonges, la haine et la division, comme les résultats du référendum britannique et des élections américaines nous l'ont démontré. Dans de nombreux pays, l'extrême droite est désormais une sinistre réalité.

En tant que membres du Parti socialiste européen (PSE), nous déployons chaque jour pour renverser ces dangereuses tendances. Les prochains mois seront décisifs. **À nos yeux, l'UE est symbole de prospérité, de solidarité et de droits. Elle signifie égalité et espoir.** Elle implique d'œuvrer pour de meilleures conditions de vie pour tous les citoyens de toutes les générations, aujourd'hui et demain. L'enjeu ne concerne pas uniquement l'UE, mais tous les principes qui permettent la constitution de sociétés durables, prospères et justes dans lesquelles toutes et tous peuvent jouir d'une bonne qualité de vie.

2. Pour la Jeunesse

Notre combat politique est guidé par la conviction que le monde de demain doit être un monde meilleur et plus radieux qu'aujourd'hui. Suite aux échecs des politiques d'austérité qui ont accru la pauvreté, le chômage, et en particulier celui des jeunes, des enfants aux quatre coins de l'Europe pourraient pour la première fois être confrontés à une réalité nettement moins enviable que celle de la génération de leurs parents. Le PSE considère les jeunes comme un atout essentiel pour nos sociétés, nos démocraties et la reprise économique de l'Europe. Nous, la famille progressiste, sommes aux premières lignes de cette bataille. Nous avons lancé une initiative avec des mesures concrètes pour aider les jeunes à trouver leur place au sein de la société et à s'intégrer sur le marché du travail. Cette **Plan Jeunesse européen**, repose sur quatre piliers : l'emploi, l'éducation, la culture et les politiques de l'enfance. Lors de notre Journée d'Action Européenne pour la Jeunesse du 16 novembre 2016, des centaines de militants du PSE, des ministres PSE et des membres PSE des parlements européen, nationaux et régionaux, sont descendus aux côtés des Jeunes socialistes européens (YES) dans les rues des villes de toute d'Europe pour participer à 112 événements organisés dans 83 villes et 30 pays, afin de faire entendre leur message : **Agissez pour la Jeunesse !**

- Notre politique phare, la **Garantie pour la jeunesse**, est un succès. Trois ans après son lancement, **9 millions de jeunes** en ont déjà bénéficié et ont ainsi obtenu une offre d'emploi, d'apprentissage, de stage ou de formation continue. Mais il reste encore beaucoup à faire. La crise du chômage des jeunes en Europe est loin d'être terminée. Au vu des débuts prometteurs de la Garantie pour la jeunesse, nous sommes convaincus que cette dernière devrait rester en place et bénéficier et recevoir un soutien renouvelé. Elle devrait être intégrée **de manière permanente dans les politiques d'emploi de l'UE** et devenir une composante centrale du Modèle social européen.
- Nous **demandons 20 milliards d'euros** pour financer la Garantie pour la jeunesse jusqu'en 2020. Cette augmentation du financement annuel de la Garantie pour la jeunesse à cinq milliards d'euros nous permettrait d'améliorer et d'accélérer sa mise en œuvre dans les quelques pays où les réformes politiques en matière d'emploi des jeunes ont été jusqu'ici plus limitées. Cela nous permettrait également d'élargir le champ des bénéficiaires jusqu'à 30 ans, de mieux cibler des groupes spécifiques et d'améliorer la qualité et la pérennité des offres. Nous sommes, et resterons, la famille politique qui s'assure que l'Europe investit dans sa jeunesse.
- Les opportunités dans la vie, mais également les inégalités, ne commencent pas à l'âge adulte. Elles concernent également les enfants, et ce dès leur plus jeune âge. L'UE est la région la plus riche du monde, et pourtant, un enfant européen sur quatre connaît la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette situation est inacceptable. Les enfants européens doivent avoir la possibilité d'acquérir les compétences et les capacités qui leur permettront de briser ce cercle vicieux de l'inégalité.
- Pour assurer l'égalité des chances, le PSE se bat pour une **Garantie européenne pour les enfants**, initiée par le Groupe S&D au Parlement européen, pour aider les États membres de l'UE, les régions et les villes à développer des politiques offrant à chaque enfant l'accès gratuit aux soins de santé, à l'éducation, à la garde des enfants, à un logement décent et à une alimentation suffisante.
- Les études, les formations et les emplois à l'étranger forment la jeunesse, élargissent les horizons personnels et renforcent l'identité européenne, des atouts indispensables dans la lutte contre la résurgence actuelle du nationalisme et de la xénophobie. Depuis 30 ans, le

programme d'échange d'étudiants Erasmus a été une grande réussite. Il permet aux jeunes de parcourir l'Europe, d'étudier et d'apprendre à l'étranger, mais également de mieux connaître les peuples européens et de partager les valeurs européennes. Pour poursuivre cette réussite, la révision à mi-parcours du budget de l'UE doit permettre à Erasmus+, le programme actuel de l'UE en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport, de toucher encore plus de jeunes et plus d'apprenants et de professionnels de tous les niveaux de scolarité et issus de tous les pans de la société, et ce malgré les difficultés et les maigres fonds alloués.

- La culture n'est pas un luxe. Elle est l'étincelle qui enrichit nos sociétés et peut renforcer les comportements civiques et l'épanouissement personnel. C'est pourquoi le PSE recommande l'introduction de **Chèques-culture européens** afin que les jeunes prennent part à la vie culturelle. L'initiative du gouvernement italien, qui favorise l'accès à la culture à plus de 550 000 jeunes, devrait indiquer la marche à suivre au niveau européen.

3. Pour le Progrès

Il est temps d'agir pour une Europe progressiste et sociale. Plus que jamais, l'UE a besoin de garantir et de renforcer les droits sociaux et les droits des travailleurs existants, qu'ils soient individuels ou collectifs, au moyen de normes sociales ambitieuses, établies et adoptées dans le droit communautaire. Améliorer les conditions de travail, l'égalité de rémunération pour un travail égal, des emplois décents, la réglementation relative au temps de travail, la santé et la sécurité au travail, les congés de maternité, paternité, et parentaux ainsi que le congé des soignants constituent une priorité absolue.

Nous soutenons le **Sommet social européen, qui sera organisé par le gouvernement suédois à Stockholm à l'automne 2017**. Le PSE appuie pleinement la réalisation des **Objectifs de développement durable** (ODD) lancés par les Nations Unies à l'échelle mondiale, mais également européenne, que nous qualifions d' « Objectifs sociaux-démocrates » : favoriser une croissance économique juste, le développement social et la protection de l'environnement sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins. Nous nous devons de soutenir ces objectifs fondamentaux à l'aide de ressources financières appropriées et correspondant aux défis en évolution constante que rencontrent les États membres, et ce, y compris à travers une réforme du budget de l'UE et l'utilisation de nouveaux outils financiers communs.

Progrès social

- Nous voulons intégrer le progrès social à l'ADN de l'UE. Il doit être au cœur de l'élaboration des politiques de l'UE afin d'améliorer la vie quotidienne des gens. Le **Pilier des droits sociaux** peut constituer le cadre pour un **Protocole de progrès social** qui précise que ni les principales libertés économiques ni les règles de concurrence ne prévalent sur les droits sociaux fondamentaux. En cas de conflit, les droits sociaux fondamentaux doivent être prioritaires. Nous trouverons un nouvel équilibre qui placera le progrès social durable au premier rang des priorités de l'UE.
- Pour nous, la qualité de l'emploi est aussi importante que sa disponibilité. Nous poursuivons notre lutte contre les emplois précaires, la pauvreté au travail, les contrats « zéro heure » et toute autre forme d'exploitation similaire. Pour garantir un niveau de vie décent pour tous, nous instaurerons des minima salariaux **décents à travers toute l'Europe**, fixé par la loi ou par une négociation collective. Nous sommes prêts à développer et à mettre en œuvre cette politique en collaboration avec les **partenaires sociaux**, et nous continuerons à soutenir un dialogue social solide et constructif.

- Pour relever les défis d'économies en pleine mutation et des risques croissants de dumping social, nous souhaitons **garantir une protection sociale décente à tous les types d'emploi**, y compris ceux créés dans le secteur des soins de santé et dans celui de l'économie numérique. L'économie numérique transforme nos sociétés et modifie profondément les interactions sociales et économiques. Pour que cette évolution soit favorable à l'ensemble de notre société, une attitude de laisser-faire ne suffit pas. Nous avancerons nos propositions pour que cette transformation se déroule de façon juste. Nous empêcherons la création de nouvelles formes d'exclusion et d'exploitation, notamment dans le cadre de l'économie numérique dite de plateforme.
- Nous restons fermes dans notre lutte contre le dumping social, les pavillons de complaisance, les sociétés « boîtes aux lettres » et les pseudo-indépendants. Nous voulons des normes solides, des règles claires pour l'établissement des entreprises et des moyens de contrôle renforcés pour les États membres. Aucune société ne doit pouvoir échapper à sa responsabilité sociale et fiscale, tout comme aucun employé ne peut se voir refuser ses droits sociaux et professionnels. Nous luttons pour le principe d'égalité de rémunération pour un travail égal sur le même lieu de travail, et pour les mêmes droits et conditions de travail. La révision de la Directive sur le détachement des travailleurs doit progresser rapidement.
- En cas de licenciements, nous voulons un cadre européen pour gérer les restructurations de manière sociale et responsable, assurant une information et une consultation appropriées. Pour éviter la pauvreté et l'exclusion sociale, nous demandons la création d'un socle européen de protection sociale qui garantit **l'accès universel à des services de santé de qualité, y compris les droits en matière de santé sexuelle et de reproduction et la sécurité essentielle d'un revenu**.
- Le partage du temps de travail est l'un de nos outils pour créer des emplois et permettre aux Européens de trouver un véritable équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée.
- **Nous luttons contre les inégalités.** Pour nous, la **non-discrimination** est un principe fondamental pour garantir à tous les citoyens de l'UE un accès égal à la sécurité sociale et aux services sociaux. Nous ne tolérons en aucun cas la discrimination, qu'elle soit fondée sur la race, le handicap, la religion, l'origine, le genre, l'identité de genre et l'orientation sexuelle, ou tout autre type de discrimination.
- Les droits de la femme sont des droits humains fondamentaux. Nous continuerons à promouvoir **l'égalité des genres** afin de réduire les écarts de rémunération et de pension entre hommes et femmes, grâce à des objectifs clairs et contraignants. Nous défendons des sanctions pour le secteur privé lorsque les exigences légales en matière d'égalité salariale ne sont pas respectées. Nous relancerons le débat sur la réglementation européenne relative au congé de maternité et au congé parental. Nous sommes solidaires avec toutes les femmes dont les droits sont attaqués en Europe.
- Nous lutterons pour éliminer les stéréotypes, prévenir les discours de haine et les crimes motivés par la haine, notamment pour éviter de manière efficace la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) dans toute l'Union européenne. Nous voulons une Europe où les droits de tous les citoyens et résidents de l'UE, ainsi que ceux de leurs familles, soient garantis par la loi et reconnus par tous les États membres. Il est impératif d'adopter au plus vite la Directive sur l'égalité de traitement de 2008 (directive relative à l'anti-discrimination en dehors de la sphère de l'emploi), afin de protéger pleinement tous les citoyens européens dans tous les aspects de leur vie.

Progrès économique

- L'Europe connaît actuellement une reprise économique, mais pas au rythme que nous voulons. Nous devons faire plus, pour assurer une **croissance économique durable**, la **stabilité financière** et le **bien-être social**. Notre famille politique se bat contre les **politiques axées uniquement sur l'austérité** et se bat pour plus de **croissance et davantage d'investissement** en Europe. Bien que nous ayons finalement obtenu la création du Fonds européen pour les investissements stratégiques, nous avons encore beaucoup à faire. Nous devons nous assurer que cela ne se fasse pas aux dépens des indispensables Fonds structurels et de cohésion.
- Il est temps de passer à la vitesse supérieure et d'adopter une **stratégie d'investissement européenne à long terme et renforcée**. Cette stratégie implique des investissements publics et privés, en donnant aux pouvoirs publics la possibilité d'investir et de fournir des services publics de qualité. Ainsi, nous pourrions améliorer les conditions de vie des gens, mais également amorcer un changement économique et social positif en développant de nouveaux marchés, de nouvelles technologies, un environnement durable et en assurant une véritable transition vers une économie durable et une société meilleure. La politique économique de l'Union européenne ne devrait pas uniquement porter sur les contrôles budgétaires et les sanctions mais renforcer également les possibilités de reprise économique rapide en appliquant davantage de marges de flexibilité dans le Pacte de stabilité et de croissance.

L'Union européenne et l'Union économique et monétaire (UEM) doivent être des instruments de **solidarité, de cohésion et d'égalité**. L'union fiscale est indispensable à l'union monétaire. Une plus grande convergence est nécessaire entre les politiques fiscales et des instruments tels qu'un budget pour la zone euro, pour pouvoir absorber les chocs symétriques et asymétriques et favoriser une croissance équilibrée, une convergence structurelle, un taux d'emploi élevé et le progrès social. Nous devons renforcer l'UEM avec un processus décisionnel plus démocratique et transparent, grâce à une structure de gouvernance démocratique et légitime soumise au contrôle parlementaire. Davantage de convergence économique et sociale entre les régions et les États peut réduire les inégalités et promouvoir une croissance durable et le progrès social dans toute l'Europe.

- L'émancipation économique des femmes constitue une priorité essentielle. De nouvelles politiques visant à réduire les nombreuses disparités hommes-femmes sur le marché du travail doivent être mises en place afin de favoriser l'emploi des femmes dans tous les secteurs et à tous les niveaux, tout en respectant le principe d'égalité salariale et l'équilibre vie privée / vie professionnelle pour les femmes et les hommes. Nous préconisons des mesures efficaces pour atteindre l'objectif d'Europe 2020 d'un taux d'emploi de 75 %, hommes et femmes confondus. Nous voulons mettre en œuvre des **réformes structurelles progressistes et durables**, telles que la Garantie pour la jeunesse, qui visent à combattre le chômage et les inégalités, renforcer notre modèle social européen et assurer une reprise économique harmonieuse et durable.

Les systèmes de fiscalité redistributive sont la pierre angulaire de toute société équitable. La mondialisation et la numérisation ne changent pas ce principe. Nous demeurons déterminés à mettre **fin à l'évasion fiscale**, à la fraude fiscale et à la planification fiscale agressive, ainsi qu'à mettre un terme aux paradis fiscaux. Ces pratiques frauduleuses, y compris le blanchiment d'argent, freinent non seulement la croissance économique, mais elles menacent également nos systèmes de sécurité sociale. Notre objectif est de garantir une imposition plus équitable et transparente, de nous assurer que les profits soient imposés là où ils sont générés, de mettre fin au nivellement fiscal par le bas, et de faire en sorte que le secteur financier soit au service de l'économie réelle. La mise en œuvre rapide et ambitieuse du Système européen de garantie des dépôts, de

l'Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés et de la **Taxe sur les transactions financières** nous aidera à atteindre cet objectif.

- Les accords commerciaux internationaux doivent contribuer à l'amélioration des normes européennes relatives aux droits et conditions des travailleurs, à la durabilité environnementale, à l'hygiène et à la sécurité. Ils doivent également renforcer la position des pays en développement. La société civile devrait avoir un accès égal aux mécanismes d'arbitrage dans les accords commerciaux internationaux.

Progrès environnemental

- Les progrès sociaux et économiques sont indissociables de la **protection de l'environnement**. À l'heure actuelle, l'utilisation de combustibles fossiles, les déchets nucléaires et la surconsommation des ressources naturelles imposent un lourd fardeau environnemental, social et économique aux générations futures. C'est pourquoi l'économie de l'Union européenne doit évoluer vers un modèle énergétique neutre en carbone, principalement basé sur des normes d'efficacité énergétique renforcée, une consommation réduite et un déploiement à plus grande échelle des énergies renouvelables. Nous devons revoir les objectifs de l'UE en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030.
- Conformément à la déclaration du PSE « 21 propositions progressistes pour la COP21 », nous réitérons notre demande pour l'introduction d'un Système européen de taxation basé sur l'émission de carbone et pour amorcer efficacement l'élimination progressive des combustibles fossiles et des subventions nuisibles à l'environnement d'ici 2020.
- La rareté des ressources naturelles et la volatilité de leurs prix sur les marchés internationaux exigent une transition vers une économie plus efficace en termes de ressources afin de soutenir une nouvelle stratégie industrielle européenne. Adopter une économie circulaire et réutiliser les matériaux nous aideront à réduire la consommation d'énergie de l'industrie et à créer de nouveaux emplois qualifiés et durables dans le secteur industriel en réutilisant, en recyclant et en rendant de la valeur aux produits et ressources au rebut.
- Il doit s'agir d'une **transition juste**, créant de nouvelles opportunités pour les travailleurs des secteurs à forte consommation énergétique ou à fortes émissions de carbone dans l'économie circulaire, décarbonisée du futur. Le dialogue social devrait être au cœur de ce processus et il peut bénéficier d'un renforcement accru des capacités régionales. Un Fonds pour une transition juste devrait être mis sur pied, et les recettes du Système européen d'échange de quotas d'émission devraient le soutenir.

Sécurité

- Nous œuvrons sans relâche pour que l'Europe soit un continent où la **sécurité de chacun est garantie**, et où les **libertés et droits fondamentaux sont pleinement respectés**. Ces deux priorités doivent aller de pair.
- Ces derniers mois, d'importantes mesures législatives et des mesures concrètes de lutte contre le terrorisme ont été prises au niveau européen. Dans le cadre de la lutte commune contre le terrorisme, nous souhaitons rappeler que les États membres et les forces de l'ordre doivent continuer à **approfondir leur coopération, accroître la quantité et la qualité des informations partagées** et garantir l'interopérabilité de toutes les bases de données appropriées, conformément aux principes de nécessité et de proportionnalité. Des efforts supplémentaires doivent être déployés afin de **lutter contre le trafic illicite d'armes à feu et d'explosifs, contrer le phénomène des combattants étrangers et démanteler les sources de financement** des organisations terroristes.

- Le terrorisme ne peut être abordé avec des mesures uniquement axées sur la sécurité. Nous pensons que **l'UE doit impérativement agir afin de prévenir la radicalisation** dans nos sociétés au moyen de programmes visant à dissuader les citoyens de s'engager dans des groupes radicaux. En tant que progressistes, nous n'aurons de cesse de réclamer le développement de **politiques d'ensemble favorisant l'inclusion sociale et l'intégration**, tout en aidant les familles, les écoles et les travailleurs sociaux à détecter et à prévenir la radicalisation des jeunes.

Migration et intégration

- Depuis septembre 2015, plus d'1,3 million de réfugiés et d'autres migrants sont entrés dans l'Union européenne. D'abord et avant tout, **plus personne ne doit perdre la vie en mer ou lors des dangereux périples vers l'Europe. Bien d'autres efforts doivent être consentis afin d'éviter ces décès.** L'Europe doit se montrer à la hauteur de son devoir humanitaire et légal de sauver des vies et d'aider les personnes ayant besoin d'une protection internationale, y compris les groupes vulnérables tels que les mineurs non accompagnés, les femmes et les personnes LGTBI.
- Nous voulons nous attaquer aux causes profondes de la migration en promouvant la paix comme condition préalable à la sécurité, la prospérité, la résilience, le commerce équitable, de réelles opportunités et des perspectives à long terme d'amélioration des conditions de vie. Notre politique ne devrait pas devenir un outil visant à endiguer le phénomène continu et naturel qu'est la migration. Nous voulons nous rapprocher et accroître la collaboration avec les pays tiers afin que la gestion de la migration soit un projet bénéfique pour tous. D'importantes mesures ont été prises afin de **démanteler les réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, et d'améliorer la stratégie européenne de gestion des frontières.** Mais, afin de véritablement casser le modèle économique de ces réseaux, nous devons élaborer des **solutions plus sûres** pour que les réfugiés et migrants puissent envisager un futur en Europe **en toute légalité.** Beaucoup de travail doit encore être fait afin de promouvoir la solidarité et la responsabilité partagée, dans le respect total des lois internationales et des droits de l'homme, entre les États membres ainsi qu'à l'échelle mondiale. La réforme du régime européen en matière d'asile devrait viser les normes les plus élevées.
- Nous devons nous assurer que les autorités nationales préviennent efficacement la violence dans les centres et les infrastructures d'accueil, ou partout ailleurs, y compris lorsque les victimes sont des personnes LGTBI ou des femmes.
- Notre réponse à la montée de l'extrémisme et des discours de haine est claire. Nous voulons des **politiques d'intégration solides qui favorisent la cohabitation et le respect de notre diversité.** Les migrations jouent un rôle clé dans nos sociétés. Elle est une source de développement social, économique et culturel. Nous voulons contrer les attitudes négatives et les préjugés à l'égard du phénomène migratoire.
- Nous soutenons le nouveau cadre de partenariat avec les principaux pays d'Afrique et le Fonds d'affectation spéciale de l'UE pour l'Afrique. Nous voulons améliorer les conditions de vie des gens dans ces pays et dans la région en œuvrant pour le développement économique et social à long terme, l'éducation, la sécurité, l'État de droit et les droits de l'homme.

Progrès mondial

- En ces temps difficiles, nous sommes convaincus que seule une UE forte dotée d'une vision partagée et d'une action commune dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de la défense peut participer activement à la création d'un monde juste, pacifique,

prospère et fondé sur l'Etat de droit. Résoudre les conflits et rétablir la paix, dans notre voisinage et au-delà restent les principales priorités de notre politique extérieure.

- Le PSE suit attentivement les récents événements en Turquie et appelle le gouvernement turc à revenir à un processus politique crédible et à reprendre un dialogue politique, éléments essentiels à la démocratie dans le pays et à la stabilité dans la région. Nous sommes vivement préoccupés par l'arrestation des coprésidents du HDP et par la mise en détention de divers membres du HDP, de journalistes et de militants des droits de l'homme en Turquie. Le PSE souhaite que la Turquie reste pleinement ancrée à l'Union Européenne. Si l'État de droit et les droits de l'homme ne sont pas rétablis, nous demandons à la Commission et au Conseil de procéder à un gel temporaire des négociations d'adhésion.
- Nous croyons que le multilatéralisme est un principe fondamental dont les Nations Unies sont l'incarnation la plus évidente. Nous apporterons donc tout notre soutien à Antonio Guterres, nouveau Secrétaire général de l'ONU. Afin d'édifier un monde plus sûr et résilient, nous continuerons à promouvoir **la paix, la démocratie, la coopération régionale, les droits de l'homme, les droits des femmes et l'égalité des genres, l'État de droit, la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat** en Europe et à travers le monde.
- Une révision approfondie de la PSDC est nécessaire et devrait reposer sur des principes solides, un financement efficace et une coordination avec l'OTAN. L'UE doit assumer une plus grande responsabilité pour sa sécurité et sa défense. Il faudrait procéder à une évaluation sur la manière dont nos capacités de défense peuvent être utilisées de façon plus efficace. L'Europe doit être mieux équipée, formée et organisée pour contribuer à l'effort collectif. Pour lutter contre le terrorisme, l'UE et ses États membres ont besoin de davantage de partage d'informations et de coopération en matière de renseignement.

Nous nous efforcerons de promouvoir activement **le commerce en tant que moteur** de la croissance inclusive, de la création d'emplois et de la compétitivité, mais également des valeurs fondamentales et normes de l'UE qui défendent les droits de l'homme et favorisent le développement durable, la protection sociale et la protection des consommateurs. Il est essentiel de débloquer la modernisation des instruments de défense commerciale de l'UE et de répondre aux préoccupations des citoyens afin de promouvoir un **commerce ouvert et équitable**.

- Une UE responsable et unie guidée par des valeurs et des principes clairs, telle que décrite dans la **Stratégie globale** proposée par la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, est la bonne approche pour servir nos valeurs européennes partagées et notre intérêt européen commun, à travers une méthode commune pour un monde meilleur.

4. Pour l'avenir

En tant que Parti socialiste européen, nous avons conscience que nous traversons une période dangereuse et incertaine. Cette constatation ne fait que renforcer notre détermination. Grâce à notre forte présence au sein des gouvernements et parlements nationaux, et en tant que deuxième groupe au Parlement européen, nous sommes parvenus à amorcer des changements clés. Face à la majorité néolibérale et conservatrice, nous défendons une croissance plus équitable, la justice sociale et l'égalité en Europe.

Mais nous n'en restons pas là. Nous voulons aller plus loin. Aujourd'hui, trop peu de citoyens ont le sentiment de bénéficier des avantages d'une prospérité partagée, et ils sont trop

nombreux à s'inquiéter de leur futur. Beaucoup de jeunes Européens ne se sentent plus représentés. La participation aux élections diminue dans de nombreux pays car les citoyens font de moins en moins confiance aux institutions politiques et démocratiques.

Pour lutter contre ces tendances, nous sommes en mouvement constant et nous nous adaptons aux changements et aux nouvelles réalités de nos sociétés. Les nouvelles technologies, les nouvelles réalités dans nos villes et dans nos pays n'ont pas uniquement changé la manière dont les gens communiquent, mais également leur manière de faire de la politique. Nous continuerons à nous adapter afin de nous rapprocher davantage des besoins et des aspirations des citoyens européens.

Le moment est venu de redonner espoir. Nous devons briser le désespoir et mettre un point final à la montée des mouvements populistes, extrémistes et racistes. Des défis de taille nous attendent pour ces prochains mois, avec des élections clés dans différents États membres en 2017 et après. Nous nous battons activement pour des politiques et solutions progressistes. Nous cherchons à renforcer notre rôle en Europe avec une plus de gouvernements où le PSE est présent, en tant que grande famille politique qui a apporté l'égalité, la liberté et la prospérité au plus grand nombre.

Nous poursuivrons la campagne pour le Plan Jeunesse européenne en 2017 afin de nous assurer qu'il se concrétise pour les jeunes Européens. Aujourd'hui, nous jetons les bases sur lesquelles nous voulons remporter les élections européennes de 2019, avec un programme commun, une campagne commune et un candidat commun.

Nous resterons intransigeants quant au respect des principes d'honnêteté, de transparence et de responsabilité sociale. Nous resterons intransigeants quant à nos principes et engagements pour créer des sociétés progressistes, basée sur la prospérité partagée et l'égalité pour tous, des sociétés qui offrent une meilleure qualité de vie aux générations futures et de véritables solutions aux citoyens.

Tels sont les piliers de notre lutte pour changer notre société et rendre l'Europe meilleure.